



Table des matières

	Pages
Présentation	7
Sommaire	13
Introduction	15
1- Notion de « biens culturels	17
2- Genèse et finalité et de la protection des biens culturels	30
3-Historique des atteintes aux biens culturels	33
4- Intérêt de l'intervention du juge judiciaire pénal	40
Première partie : LE JUGE JUDICIAIRE, UNE TOGE UNIQUE, POUR UNE DUALITE DE FONCTIONS	47
Chapitre I : Etendue de la vigilance du juge du parquet	51
Section1 :Un ministère public à hégémonie réduite au niveau des poursuites	54
<i>§1 : La constatation des atteintes aux biens culturels, prérogative accordée de droit, délaissée de fait</i>	54
A-Déclenchement et exercice de l'action publique, prérogative du MP	55
B- Les constatations ordinaires de la police judiciaire en dehors des juges	58
C -Dessaisissement par certains juges ayant la qualité de police judiciaire	63
<i>§ 2 : La force probante des P.V de la police judiciaires en matière de biens culturels</i>	66
A -Les P.V : moyens de preuve de l'infraction et de l'imputabilité	67
B -Les PV, moyen d'interruption des prescriptions	72
Section 2 :L'hégémonie affirmée du MP, au niveau de l'exercice de l'action publique	73
<i>§1 : Rôle exclusif du M.P dans les suites à donner aux plaintes relatives aux biens culturels</i>	74
A - l'imputabilité particulière aux biens culturels	74
B -Le transfert des dossiers de biens culturels aux juridictions compétentes	76
<i>§2 : Rôle exclusif pendant et après le jugement</i>	78
A-Les prérogatives du ministère public pendant le procès	78
B- Les actions du ministère public après le jugement	80





JUGE JUDICIAIRE ET PROTECTION PÉNALE DES BIENS CULTURELS

Chapitre II : Réticence de la diligence du juge du siège	89
Section1 : Un champ d'application pénal rétrécit	89
§1 : Limites des infractions contenues dans le code pénal et entachant directement les biens culturels	91
A-La dégradation et la destruction des monuments et objets culturels	91
B-Les atteintes indélébiles aux biens culturels et les incendies	94
§2 : Limites des infractions servant de base aux atteintes aux biens culturels	100
A- Le vol et le recel des biens culturels	101
B -L'infraction commise par un fonctionnaire pendant l'exercice de ses fonctions et l'association de malfaiteurs	106
Section2 : Recours ordinaire aux procédures contenues dans le droit pénal:	117
§ 1 : Procédures inhérentes à l'acheminement du procès	118
A-Le juge judiciaire contrôle la saisine des tribunaux compétents	118
B-Le juge judiciaire contrôle les règles de forme de l'action pénale	124
§ 2 : Les procédures inhérentes au suspect lui-même	138
A-Comparation des inculpés et présomption d'innocence	138
B-L'intérêt légitime de l'inculpé et son droit à la défense	142
<i>Conclusion de la première partie</i>	147
Deuxième partie : LE JUGE JUDICIAIRE FACE A UNE PLETHORE D'ENTRAVES	149
Chapitre I : Les entraves intrinsèques au juge judiciaire	151
Section 1 : Entraves émanant du laxisme du juge du siège	151
§1 : Une supervision des règles de fond	152
A-Articulation de la tentative et de la complicité en matière de biens culturels	153
B- Articulation des cas d'absence de criminalités et du caractère des infractions	159
§2 : Indulgence du juge quand à l'appréciation des infractions	165
A -Une appréciation sommaire des éléments constitutifs de l'infraction	165
B -Un manque de motivation de certaines décisions	179
Section 2 : Des sanctions pénales à effets délictueux	183
§1 : Clémence des sanctions retenues par le juge judiciaire	184
A-Le rare recours aux peines privatives de liberté est peu curatif	185





JUGE JUDICIAIRE ET PROTECTION PÉNALE DES BIENS CULTURELS

B -La dérision du montant des sanctions pécuniaires est peu dissuasive	192
§2 : Allègement des peines principales et rareté des peines complémentaires	195
A- Allègement des sanctions principales	196
B- Le Recours à la saisie, comme rare peine complémentaire	198
C-Nécessité du placement sous surveillance électronique	201
Chapitre II : Entraves extrinsèques à la volonté du juge judiciaire	205
Section1 : Les entraves d'ordre institutionnel	206
§1 : Inefficacité des poursuites et du suivi, en matière de biens culturels	206
A-Absence de juridictions spécialisées en matière de biens culturels	206
B- Absence de personnel qualifié	208
§2 :Impact de la limite de l'Indépendance des juges, sur la protection escomptée des biens culturels	219
A- Dépendance nuancée du Ministère Public, de l'exécutif	220
B-Facteurs de déstabilisation du juge judiciaire, et leur impact sur la protection optimale des biens culturels	229
Section2 : Les obstructions au développement jurisprudentiel	234
§1 :Parcimonie du contentieux en matière de biens culturels	235
A-Entraves législatives	235
B-Difficulté d'accéder à la jurisprudence des biens culturels.	242
§ 2 : Accès succinct à la justice pour défendre les biens culturels	253
A-Négligence du droit d'ester en justice par l'indolence des acteurs impliqué	253
B-Un contentieux pour sa majorité à vocation administrative	258
C-Une aversion de la société civile et des associations, à l'accès à la justice	258
<i>Conclusion de la deuxième partie</i>	263
<i>Conclusion générale</i>	265
Bibliographie	267
Table des matières	277

